

EUROPE, G20

Engager les réformes structurelles pour réguler le système financier



Angela Merkel, Georges Papandréou et Nicolas Sarkozy

N° 630
DU 5 AU 11 NOVEMBRE 2011
1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfè Communications, tiré à 25 500 exemplaires

L'ampleur des difficultés économiques, sociales et politiques que la Grèce traverse aujourd'hui malgré les efforts réalisés par son gouvernement, a conduit le Premier ministre Georges Papandréou à proposer au Parlement de soumettre à un référendum le plan de sauvetage de son pays décidé par l'Europe.

Au-delà de la décision qui sera prise par le Parlement grec, cette situation traduit un défaut de gouvernance de la zone euro.

Bien des difficultés actuelles auraient pu être évitées si l'Europe avait fait preuve de solidarité dès le début des attaques spéculatives contre la Grèce. L'Europe a agi trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le

plan économique et social. Si nous avons toujours défendu la nécessité pour la Grèce de redresser ses finances, nous avons aussi toujours dénoncé la brutalité des mesures engagées.

Si cette décision de M. Papandréou entraîne de nouveaux désordres sur les marchés financiers, elle devrait surtout décider les dirigeants européens à prendre enfin les décisions d'engager les réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier – comme nous n'avons cessé de le proposer depuis des mois – , et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi.

Martine Aubry et François Hollande



L'info en continu

Jean Christophe Cambadélis, 21/10/11

Espagne

« *ETA a annoncé l'arrêt définitif de ses activités armées et a admis la réalité démocratique de l'Espagne. Le PS se félicite de cette victoire de l'État de droit, mais tient à saluer la mémoire des 800 morts victimes de l'intolérance et de l'aveuglement. Il transmet ses félicitations au ministre de l'Intérieur, Alfredo Pérez Rubalcaba.* »

Martine Aubry, 24/10/11

Libye

« *La proclamation de la libération de la Libye par le Conseil national de transition (CNT) permet officiellement à la Libye de tourner la page de la dictature. L'objectif doit être, maintenant, d'établir une démocratie libre, capable de garantir l'unité du pays et sa reconstruction et respectueuse des droits de l'homme et de la femme. À cet égard, les déclarations du président du CNT sur la charia ne peuvent qu'inquiéter. Les Libyens décideront souverainement de l'avenir de leur pays. L'Europe et la France doivent être à leurs côtés pour faire prévaloir les libertés et l'égalité des droits.* »

Alain Vidalies, 26/10/11

Chômage

« *Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi continue d'augmenter. Pour le seul mois de septembre, on dénombre une augmentation de 27 600, 181 100 en un an. La gravité et la persistance*

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

30 000

C'est le nombre de fans que compte la page Facebook du Parti socialiste. Retrouvez-nous sur facebook.com/partisocialiste

COMMUNIQUÉ

Incendie du siège de Charlie Hebdo : le PS solidaire

Le Parti socialiste exprime sa totale solidarité avec l'équipe de Charlie Hebdo, après l'incendie qui a détruit le siège de l'hebdomadaire satirique le 2 novembre, au moment où son numéro consacré à la lutte contre l'intégrisme paraissait en kiosque. Martine Aubry et l'ensemble du PS condamnent cet acte criminel avec la plus grande fermeté, et souhaitent que la lumière soit rapidement faite

sur son origine et ses responsables. La liberté de la presse s'exerce aussi à travers la dérision et l'humour. Tout coup porté à cette liberté est un coup porté à la démocratie. « *Le fondamentalisme religieux sous toutes ses formes doit être dénoncé* », a affirmé François Hollande, ajoutant que « *le combat pour la liberté d'expression demeure, hélas, d'une désolante actualité.* »

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Le groupe socialiste se réjouit de la publication du rapport du Centre d'analyse stratégique (CAS), missionné par le Premier ministre, pour recenser les incitations publiques nuisibles à la biodiversité. Il regrette en revanche de ne retrouver aucune de ses recommandations dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2012. Ce rapport aurait pu être utilisé par un gouvernement en quête de niches fiscales et de subventions publiques à supprimer, afin d'équilibrer un budget bien mal en point en cette période de crise. Étant donné le montant exorbitant de ces aides publiques dommageables à la diversité écologique – de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards d'euros, selon Guillaume Sainteny, rédacteur du rapport –, le groupe SRC souhaite questionner le gouvernement sur l'absence de dispositions à ce sujet dans le PLF 2012. Parmi les différentes propositions du CAS, les députés SRC auraient notamment souhaité voir repris dans le texte législatif la réduction des dépenses fiscales contribuant à l'étalement urbain, la création d'une TGAP sur les polluants atmosphériques ou le renforcement du régime fiscal des forêts.

Au Sénat

La commission des lois du Sénat a adopté la proposition de loi socialiste déposée par Jean-Pierre Sueur, Sénateur du Loiret, en septembre 2011 sur l'intercommunalité qui intervient dans le cadre de la réforme territoriale. Les regroupements intercommunaux ainsi que les suppressions de syndicats intercommunaux imposés à marche forcée par le Préfet et dans des délais très courts inquiétaient les élus concernés. Les dispositions adoptées en commission des lois vont « *les rassurer et leur redonner le pouvoir de présider eux-mêmes aux destinées de l'intercommunalité* » car elles modifient le calendrier de mise en œuvre et attribue l'élaboration du schéma à la CDCI (Commission départementale de coopération communale) qui est composée d'élus, plutôt qu'au Préfet. Par ailleurs, Jean-Pierre Bel, président du Sénat, a annoncé la tenue d'États généraux des élus locaux. Ils viseront à préciser les contours de la troisième étape de la décentralisation que les Sénateurs socialistes sont déterminés à mettre en œuvre.

Au Parlement européen

Le Parlement a adopté une directive révisée sur les conditions requises pour pouvoir prétendre au statut de réfugié. Un accord qui « *va dans le bon sens* », selon Sylvie Guillaume, membre de la commission des libertés civiles, puisqu'« *il permet un rapprochement des statuts entre les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire, il inclut une nouvelle définition de la famille prenant notamment en compte les mineurs mariés, et reconnaît notamment le rôle des ONG* ». Dans le contexte de crise que connaît l'Union européenne, le Parlement a appelé à encadrer la pratique de « *l'optimisation fiscale* » qui consiste « *pour un groupe à répartir ses bénéfices entre le siège social et ses filiales selon les pays où cette répartition est avantageuse d'un point de vue fiscale* », explique Liêm Hoang-Ngoc, membre de la commission des affaires économiques. « *Ces pratiques à la limite de la légalité et immorales doivent cesser et nous appelons la Commission et le Conseil à réagir* », a déclaré Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française.



L'info en continu

des mauvais chiffres ne permettent plus à la droite de se réfugier derrière la crise. La véritable crise qu'a traversée la France, c'est bien celle de l'incompétence de son gouvernement et de son incapacité à mettre en place des mesures cohérentes et en faveur de l'emploi. »

Nathalie Perrin-Gilbert, 26/10/11

Logement social

« Le PS s'étonne des déclarations de Laurent Wauquiez qui suggère de réserver une partie des logements sociaux à ceux qui travaillent. Depuis 2007, le gouvernement n'a rien fait pour enrayer la hausse du coût du logement. Les Français sont en droit d'attendre d'un ministre autre chose que des déclarations à l'emporte-pièce. »

Martine Aubry,
Jean-Christophe Cambadélis,
Pouria Amirshahi,
26/10/11

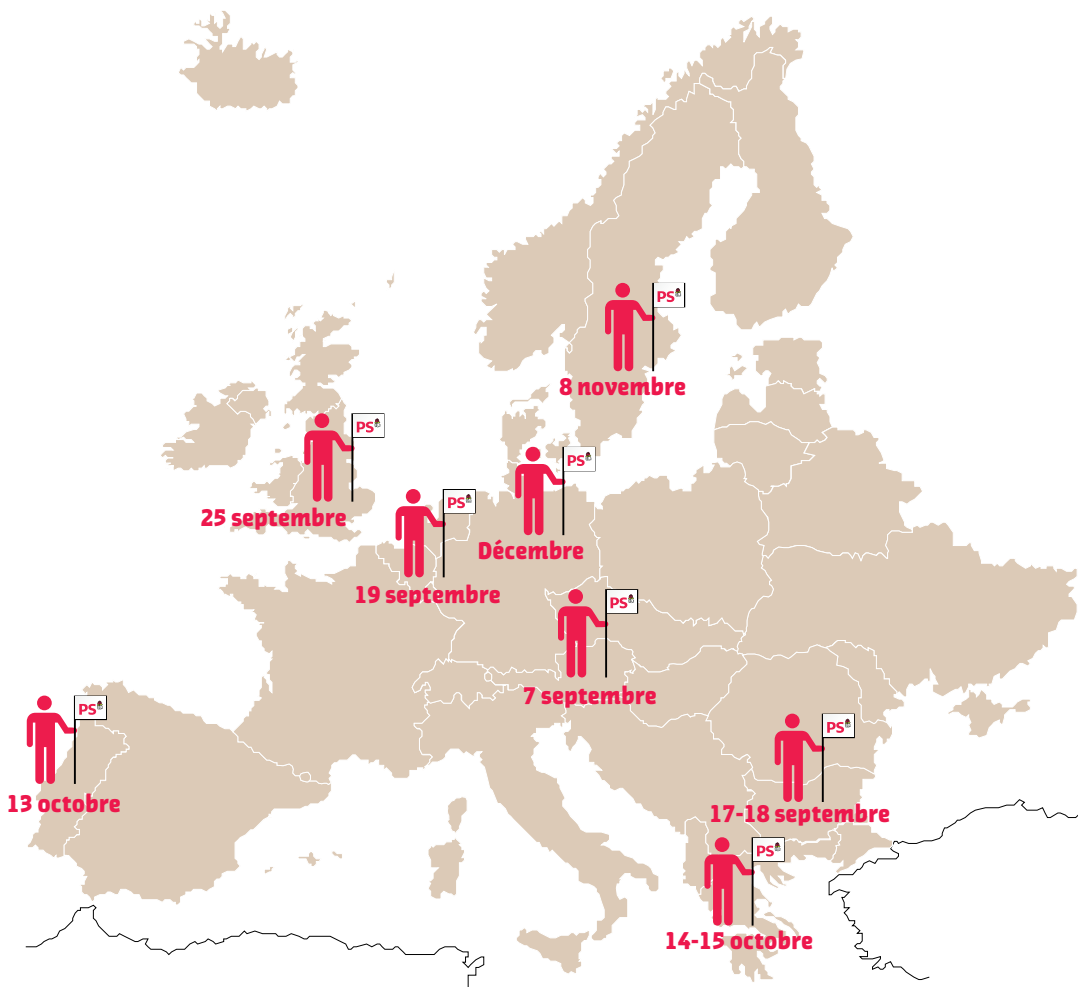
Tunisie

« Avec un taux de participation de près de 90 %, les Tunisiens ont affirmé avec force leur volonté de poursuivre la transformation de leur pays et leur attachement au processus démocratique. Le PS salue la mobilisation exceptionnelle du peuple tunisien et tient à rendre hommage à la mobilisation des milliers de civils et de fonctionnaires qui ont su assurer la bonne tenue de ce scrutin historique. [...] Les socialistes français réaffirment leur solidarité et leur soutien à toutes les forces vives de la société tunisienne qui œuvrent pour faire avancer la liberté et l'État de droit. »

Le changement à travers l'Union

Le 28 mai dernier, le projet socialiste était adopté à l'unanimité lors de la Convention nationale. Fort de cette belle unanimité, le Parti socialiste, sous l'impulsion de Martine Aubry et Benoît Hamon, a décidé de créer la mission des messagers européens du projet. Le principe est simple, il s'agit de promouvoir « Le changement » auprès de nos partenaires européens et d'effectuer l'inventaire de nos convergences et de nos divergences avec eux. Pervenche Bérès, Pouria Amirshahi, Christophe Caresche, Jean-Louis Bianco et Catherine Trautmann à la coordination, ont ainsi été nommés « messagers du projet en Europe ». Le réseau des responsables politiques de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Parlement européen et même des Français à l'étranger est également associé au projet. L'objectif n'est pas mince, puisqu'il s'agit de définir des propositions communes pour relancer les chantiers européens. En pleine période de crise, cet objectif est pratiquement devenu vital pour l'avenir de l'UE. Ce petit tour d'Europe a débuté à Gênes, le 31 août pour la Fête de l'Unita. Les trois sujets de discussion abordés étaient la politique énergétique, la PAC et les questions financières, alors que l'Italie était en plein débat sur l'évasion

fiscale et la contribution solidarité pour les Italiens les plus riches. Ont suivi les étapes autrichienne, le 7 septembre ; bulgare, les 17 et 18, belge ; le 19 et anglaise le 25 septembre. Si les Bulgares ont été particulièrement sensibles aux questions de la Net économie, les Belges et les Anglais ont préféré creuser la question de la laïcité. Les Anglais se montrant également particulièrement curieux sur notre prise en charge des questions d'éducation, les émeutes de Tottenham étant passées par là. En octobre, les messagers ont repris la route, direction le Portugal (13 octobre) et la Grèce (les 14 et 15). Les socialistes rencontrés sur place ont ainsi été très intéressés par notre expérience des Primaires citoyennes, s'interrogeant sur la possibilité de les inscrire dans une loi et de les généraliser à d'autres élections. C'est en réaffirmant la nécessité de discuter ensemble pour trouver des solutions communes qu'une nouvelle donne pour l'Union pourra être proposée, avec un potentiel économique et politique fort. Prochaines étapes : la Suède le 8 novembre, l'Allemagne début décembre, avant la Pologne, le Danemark, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas et l'Italie à nouveau.



À vous tous qui avez contribué au succès
des Primaires citoyennes les 9 et 16 octobre



PRIMAIRES CITOYENNES

MERCI!

